

torture of Guyanese citizens and the operation of death squads (paragraphs 28 & 29), the report on South America recommends only that the government not terminate its aid to Guyana but merely reduce it. (Recommendation 7).

The problems in Guyana are well documented. The British Parliamentary Human Rights Group published the report of the international team of observers on the elections in Guyana of December 1980, entitled "SOMETHING TO REMEMBER". In the conclusion to the report, they state that "we were obliged to conclude, on the basis of abundant and clear evidence, that the election was rigged massively and flagrantly. Fortunately, however, the scale of the fraud made it impossible to conceal either from the Guyanese public or the outside world. Far from legitimizing President Burnham's assumption of his office, the events we witnessed confirm all the fears of Guyanese and foreign observers about the state of democracy in that country."

The Guyana Human Rights Association comes to the same conclusions about the state of democracy in Guyana. In their report, JULY 1981-AUGUST 1982, they state that "The more serious violations of political and civil rights are, for the most part, directly related to the control of the State by a minority government. It is the extensive control of jobs in the State sector, backed by a disproportionately large military organization which makes that control possible. There is, however, little prospect of an improvement in human rights observance until some measure of democratic participation in government becomes possible". The report then goes on at length to list the confirmed human rights abuses by the government in that country.

One example of these abuses need suffice. In the Human Rights Report, Page 23, there is the case of Pooran and Kumar. Sahadeo Pooran and Bejai Kumar were among some 11 persons arrested and held for more than ten days in connection with a fire at the Enmore Sugar Factory. Pooran was made to kneel on an ants' nest on three occasions and had a mixture of gasoline and disinfectant sprayed over his body. Kumar had a bucket of biting ants turned upside down on his head. The floor of the cell in which they were kept was soaked with water every night. In trying to force a confession a policeman held and cocked his revolver at their heads. The Minister of Home Affairs launched an enquiry into the allegations but no report has been issued.

We find it inconsistent that in the Caribbean Report, Recommendation 2 states that Canada should "... resume bilateral assistance to El Salvador only if the Government of El Salvador effectively implements land reform and makes substantial progress toward reducing human rights violations committed by government forces". While El Salvador is put in the position of having to satisfy Canadian government requirements before having bilateral assistance resumed, Guyana only has its aid reduced but not terminated. Why should there be such a double standard? This double standard applies despite the report that official British observers Sir John Galsworthy and Professor Bowett gave of the March 28th, 1982 elections in El Salvador: "... the elections were

de M. Forbes Burnham, en Guyane, constitue une dictature administrative qui sanctionne la torture de citoyens guyanais et l'existence d'escadrons de la mort (paragraphes 28 et 29), il se contente de recommander au gouvernement de réduire son aide à la Guyane, sans toutefois y mettre fin (recommandation 7).

Les problèmes de la Guyane sont bien connus. Le *British Parliamentary Human Rights Group* a publié, sous le titre de *Something to Remember*, le rapport de l'équipe internationale d'observateurs déléguée aux élections tenues en Guyane en décembre 1980. A la fin de ce rapport, le groupe se dit forcé de conclure, sur la foi de preuves claires et abondantes, que ces élections ont été faussées de façon massive et flagrante, mais qu'heureusement, en raison de son envergure même, cette fraude est impossible à cacher à la population guyanaise et au monde extérieur. Loin de légitimer l'accession de M. Burnham à la présidence, les événements observés par l'équipe confirment les craintes exprimées par les Guyanais et les observateurs étrangers sur l'état de la démocratie dans ce pays.

L'Association guyanaise des droits de la personne en est arrivée aux mêmes conclusions sur la démocratie en Guyane. Dans son rapport portant sur la période de juillet 1981 à août 1982, elle indique que les violations les plus graves des droits civils et politiques sont destinées la plupart du temps à permettre au gouvernement minoritaire de gagner le contrôle de l'État, grâce à une mainmise générale sur les postes dans le secteur public et à une organisation militaire hors de proportion. Il est cependant peu probable que la situation s'améliore au chapitre du respect des droits de la personne jusqu'à ce qu'une certaine participation démocratique à l'activité gouvernementale devienne possible. Le rapport comprend ensuite une longue liste de violations des droits de la personne commises par le gouvernement de ce pays.

Un seul exemple suffira à donner une idée de ces abus. Le rapport sur les droits de la personne fait état, en page 23, du cas de Pooran et Kumar. Sahadeo Pooran et Bejai Kumar comptaient parmi les onze personnes arrêtées et détenues pendant plus de dix jours à la suite d'un incendie à la sucrerie Enmore. Pooran a dû s'agenouiller sur un nid de fourmis à trois reprises, et s'est fait arroser tout le corps d'un mélange d'essence et de désinfectant. Quant à Kumar, on lui a versé sur la tête un seau de fourmis rouges. Le sol de la cellule dans laquelle les deux hommes étaient confinés était arrosé d'eau tous les soirs. Tentant de leur arracher des aveux, un policier leur a tenu contre la tempe son revolver armé. Le ministre de l'Intérieur a ordonné une enquête sur ces allégations, mais aucun rapport n'a encore été publié.

Nous trouvons illogique que dans la recommandation 2 de son rapport sur les Antilles, le Sous-comité indique que le Canada ne devrait songer «à accorder une aide bilatérale au Salvador que si le gouvernement de ce pays effectue une véritable réforme agraire et réduit substantiellement les violations des droits de la personne commises par les forces gouvernementales». Le Salvador est ainsi tenu de respecter les exigences du gouvernement canadien s'il veut recevoir de l'aide bilatérale, alors que la Guyane voit seulement son aide réduite, mais non interrompue. Pourquoi faire ainsi deux poids, deux mesures? Et pourtant, deux observateurs britanniques, Sir John Galsworthy et le professeur Bowett, ont indiqué dans leur rapport sur les élections du 28 mars 1982 au Salvador que ces